



Regards sur l'économie allemande

Bulletin économique du CIRAC

98-99 | 2010

Varia

Le marché de l'emploi est-allemand 20 ans après l'Unité

Eugen Spitznagel

Traducteur : Isabelle Bourgeois et Solène Hazouard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4179>

DOI : 10.4000/rea.4179

ISBN : 978-2-8218-0892-8

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 26 octobre 2010

Pagination : 21-33

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Eugen Spitznagel, « Le marché de l'emploi est-allemand 20 ans après l'Unité », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 98-99 | octobre 2010, mis en ligne le 01 octobre 2012, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4179> ; DOI : 10.4000/rea.4179

Le marché de l'emploi est-allemand 20 ans après l'Unité

Eugen Spitznagel

Depuis l'effondrement de la RDA et la réunification, les conditions de vie matérielles se sont considérablement améliorées en Allemagne de l'est. Cette évolution positive concerne les revenus, le logement, l'équipement des ménages en biens de consommation durables et, d'une manière plus générale, une offre de biens aujourd'hui élargie et diversifiée. Des progrès sont également manifestes en matière d'environnement ou de développement des infrastructures. Pour autant, les attentes de l'époque n'ont pas été totalement satisfaites.

Si, au cours des vingt dernières années, la situation économique a connu un net regain, le processus de rattrapage a avancé en deçà des espoirs et attentes initiaux (voir l'analyse de K. Brenke dans ce numéro). Cela a eu des conséquences sur le marché du travail est-allemand, l'emploi et le chômage évoluant bel et bien au rythme des fluctuations économiques.

Nous nous pencherons ici sur le marché de l'emploi est-allemand et le comparerons parfois au marché ouest-allemand. Or une telle comparaison régionale ne va pas de soi, l'Allemagne de l'est pouvant aussi être considérée comme une économie en transition, ce qui exigerait plutôt une comparaison avec des pays confrontés à la même donne, comme les Etats européens post-socialistes par exemple.

Des facteurs institutionnels viennent toutefois contrecarrer cette approche. Ainsi l'article 72, al. 2 de la Loi fondamentale qui exige « la réalisation de conditions de vie équivalentes sur le territoire fédéral ». Plaident également en sa défaveur les arguments issus de la théorie sur le développement économique et, last but not least, le Lebensgefühl des Allemands de l'est, en d'autres termes leur manière de considérer et d'aborder leur existence (Ragnitz, 2009).

S'appuyant principalement sur des indicateurs macroéconomiques, la présente analyse abordera dans un premier temps les évolutions économiques, puis celles du marché de l'emploi en Allemagne de l'est, pour s'achever par un regard sur l'avenir.

Eugen Spitznagel
est Directeur du
Groupe de recherche
Arbeitsmarkt und
Berufsforschung de
l'Institut für Arbeitsmarkt-
und Berufsforschung (IAB)
de la Bundesagentur für
Arbeit, Nuremberg.

Evolution macroéconomique et processus de convergence

Dans une économie, le bien-être matériel est d'ordinaire mesuré en PIB par habitant. La relation entre les niveaux atteints à l'est et à l'ouest détermine ensuite, en pourcentage, la position relative de la population est-allemande en termes de richesse. Ainsi, de 43 % en 1991, cet indicateur est grimpé à 71 % en 2008. Après avoir réalisé des bonds considérables jusqu'au milieu des années 1990, sa valeur annuelle n'a plus guère varié ensuite. Les légères améliorations du niveau de prospérité ainsi mesuré sont imputables pour l'essentiel au recul du nombre d'habitants enregistré depuis 1997, qui constitue le dénominateur de ce ratio. Autrement dit, l'écart entre les niveaux de vie à l'est et à l'ouest s'est largement resserré, mais il reste patent : il est de près de 30% et ne diminue plus guère.

Cet écart résulte aux deux tiers de la faiblesse relative de la productivité globale à l'est, mesurée, elle, sous l'angle du PIB par actif. Comme dans le cas des

**PIB par habitant : un écart
de 30 % entre l'est et l'ouest**

**PIB par actif :
79 % du niveau de l'ouest**

écarts de richesse, l'écart de productivité est présenté selon la même méthode, c'est-à-dire sous la forme du pourcentage de la productivité ouest-allemande qu'atteint celle de l'Allemagne de l'est. De 1991 à 2008, le niveau de la productivité est-allemande est ainsi passé de 44,5 % à 79 % de celui de l'ouest. Si l'écart de productivité s'est ainsi nettement contracté au fil du temps, il ne s'élève pas moins toujours à quelque 20%. Ce décalage s'explique avant tout par des structures de production et d'emploi différentes à l'est. Ainsi, l'économie de l'est est moins orientée à l'export si on se rapporte aux branches industrielles intensives en capitaux. En outre en 2006, le taux de capitaux par tête atteignait 75 % de la valeur de référence ouest-allemande ; mais il faut ajouter que les capacités industrielles sont en moyenne plus récentes à l'est et, partant, plus modernes qu'à l'ouest. Enfin, un nombre plus restreint d'Allemands de l'est travaille dans les secteurs à haute valeur ajoutée comme la R&D, notamment parce que la plupart des sièges sociaux des entreprises concernées sont localisés à l'ouest (Ragnitz, 2009). L'écart statistique est-ouest en matière de productivité résulte aussi en partie des écarts de prix (Brenke, 2010) ; et il n'est qu'à peine réduit par le fait que les actifs est-allemands ont une durée annuelle de travail supérieure (Wanger, 2009).

**Taux d'activité
plus faible qu'à l'ouest**

Le dernier tiers de l'écart de richesse résulte de la faiblesse du taux d'activité des Allemands de l'est, due pour l'essentiel à la morosité d'un marché de l'emploi qui se caractérise par un chômage élevé, que celui-ci soit officiel ou caché. En outre, les préférences individuelles ont changé elles aussi : la propension à prendre un emploi qui, pour des raisons systémiques, était beaucoup plus prononcée du temps de la RDA qu'aujourd'hui, a baissé au fil de la transition vers une économie sociale de marché. Pour toutes ces raisons, en Allemagne de l'est, la part des actifs occupés dans l'ensemble de population en âge de travailler est aujourd'hui inférieure de quelque 10 % au niveau de l'ouest.

**Revenu disponible par tête :
79 % du niveau de l'ouest**

Mais si on prend pour référence les revenus disponibles, alors les conditions de vie matérielles se sont nettement plus rapprochées de leur niveau occidental que ne le montrent les composantes correspondantes du PIB, puisque le système de transferts fiscaux redistribue le revenu national allemand en faveur de l'Allemagne de l'est. C'est ainsi que le revenu moyen disponible par habitant y atteint désormais 78,6 % du niveau ouest-allemand. Cet indicateur de richesse se situe donc nettement au-dessus du niveau calculé à partir du PIB par habitant (71 %). Mais ces données ne tiennent pas compte des questions de répartition - une lacune classique des calculs de moyennes agrégées. Pour avoir une vision plus précise des revenus et des richesses, il faut donc recourir à des indicateurs sociodémographiques plus fins et plus diversifiés.

Une économie encore assistée

Les indicateurs macroéconomiques permettent de conclure que si l'Allemagne de l'est a réalisé de nets progrès économiques, cette dynamique de croissance n'est pas encore entièrement autonome. En effet, le PIB est soutenu par des transferts financiers à hauteur de 3,5 %, et la demande intérieure même à hauteur d'un cinquième (Blum et. al., 2009).

Le marché du travail depuis l'Unité : offre, demande et sous-emploi

L'évolution du marché de l'emploi est fortement influencée par celle de la croissance du PIB qui dépend, elle, essentiellement de la demande, intérieure et extérieure, de biens et de services. La productivité (horaire) et le temps de travail par actif occupé constituent d'autres données déterminantes, conditionnées entre autres par les évolutions technologiques, le coût du travail et du capital, ainsi que par des facteurs institutionnels. Par leur interaction, les ensembles « production », « productivité horaire » et « temps de travail » sont largement déterminants pour la demande de main-d'œuvre, en d'autres termes l'évolution de l'emploi. L'offre de main-d'œuvre est liée quant à elle à l'évolution démographique, au taux d'activité et aux mouvements migratoires et pendulaires.

Dans le bilan du marché de l'emploi, le sous-emploi correspond au solde entre d'une part la demande de main-d'œuvre ou l'activité, et de l'autre l'offre de main-d'œuvre. Il comprend les chômeurs inscrits aux agences pour l'emploi ainsi que le chômage caché. Ce dernier se compose d'un côté de la réserve latente en voie d'insertion, c'est-à-dire des personnes prenant part à des mesures actives d'insertion en emploi pour autant que celles-ci ne revêtent pas la forme de contrats aidés. De l'autre, il inclut la réserve latente *stricto sensu*, c'est-à-dire les personnes qui veulent travailler mais qui, par découragement, ont quitté le marché de l'emploi, ne recherchant plus de poste de manière intensive.

Au cours des deux dernières décennies, la demande de main-d'œuvre en Allemagne de l'est a été fortement déterminée par l'évolution du PIB en termes réels (voir le tableau pp. 32-33).

Il avait connu une croissance soutenue jusqu'au milieu des années 1990. Il est vrai que le niveau de départ était bas, et que l'évolution était portée par de colossaux transferts ouest-est dans le cadre du programme de reconstruction de l'économie est-allemande *Aufbau Ost* (Brenke, 2010). Dans la seconde moitié des années 1990, la croissance a fortement ralenti, pour se muer ensuite jusqu'en 2005 en stagnation périodique, restant ainsi largement en dessous du niveau ouest. Lors du cycle de croissance des années 2006-2007, l'économie est-allemande a renoué avec la dynamique de l'ouest, et son PIB a connu une nette hausse en termes réels. Puis, durant l'année de crise 2009, la croissance économique a connu un net recul en Allemagne de l'est aussi, mais celui-ci (le PIB avait baissé de 3 % environ) était moins prononcé qu'à l'ouest (près de -5%). Comme cette récession était largement importée, l'économie est-allemande était en quelque sorte favorisée par son handicap structurel : sa faible dépendance des exportations. Le recul mondial de l'activité a donc moins affecté la conjoncture à l'est qu'à l'ouest (Fuchs et. al., 2010).

Les bouleversements économiques après l'Unité ont provoqué un recul massif du nombre d'actifs est-allemands. Il est estimé à près de 1 million (-10 %) pour la seule année 1992 ; le chômage partiel, extrêmement répandu à ce moment, avait donné lieu à une vague de licenciements qui n'avait pu être absorbée par toutes ces nouvelles entreprises qui ne commençaient alors qu'à s'établir ou se trouvaient en pleine restructuration. Par la suite, l'emploi est resté orienté à la baisse, avec toutefois quelques améliorations annuelles sporadiques. Ces évolutions étaient accompagnées d'une forte hausse de la productivité : la productivité horaire s'est accrue de nettement plus de 3 % presque tous les ans jusqu'en 2002, augmentant ainsi largement plus qu'à l'ouest. Certes plus modérée depuis 2003, la hausse de la productivité est néanmoins demeurée supérieure à l'est. Quant à la durée de travail annuelle, elle s'est réduite en moyenne au fil des ans sous l'effet de la réduction progressive d'un temps de travail hebdomadaire jadis élevé, comme de l'essor du travail à temps partiel à l'est aussi (Wanger 2008). Aujourd'hui encore, la moyenne annuelle des heures travaillées est supérieure à l'est.

Ces évolutions ont permis d'un côté de réduire les sureffectifs hérités d'avant l'Unité, de renforcer la compétitivité de l'économie et de préparer l'avenir. De l'autre, la croissance économique s'est révélée de ce fait même peu créatrice d'emplois, puisqu'elle n'apportait pas d'impulsion positive à la demande de main-d'œuvre. Il n'en reste pas moins que certaines branches, régions et entreprises ont connu en partie une évolution très positive (Bechmann et. al. 2009 ; Blien et. al., 2009). Les régions de Leipzig et de Dresde par exemple se distinguent comme des 'pôles de croissance'. Quant à l'emploi, il s'est particulièrement accru dans les services aux entreprises et les services financiers, ainsi que dans les services sociaux et la santé.

Ces deux dernières décennies, l'emploi a évolué différemment et de façon très contrastés à l'ouest et à l'est. Tandis qu'à l'ouest, le nombre d'actifs occupés augmentait de quelque 2,7 millions entre 1991 et 2009, il reculait de plus d'un million de personnes à l'est durant la même période. Mais à y regarder de plus

Une demande de main-d'œuvre en dents de scie, reflet de l'évolution de l'activité

D'abord chute brutale du nombre d'actifs, puis forte hausse de la productivité

Le nombre d'actifs occupés ne baisse plus depuis 2003

**Offre de main-d'œuvre
en net recul depuis 20 ans**

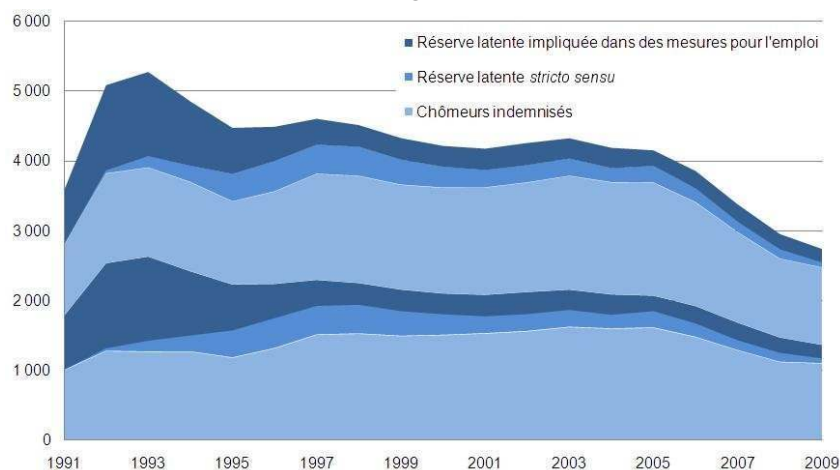
**Taux de chômage : toujours
le double de l'ouest**

près, on s'aperçoit que la phase de recul de l'emploi à l'est cesse en 2003 (-1,3 million) et qu'elle est suivie depuis par une augmentation (+240 000 d'actifs occupés jusqu'en 2009).

L'évolution de l'offre de main-d'œuvre sur le marché de l'emploi présente les mêmes divergences. Alors qu'à l'ouest, 3,4 millions de personnes sont venues gonfler les rangs des actifs potentiels entre 1991 et 2009, l'est en a perdu 1,6 million, en raison notamment de la migration vers l'ouest.

Durant la même période, le sous-emploi – c'est-à-dire la somme du nombre de chômeurs indemnisés et de la réserve latente – est passé de quelque 1,8 million à 1,4 million de personnes à l'est. Cette baisse de 0,4 million résulte exclusivement du fait que la réserve latente a été absorbée dans le programme de mesures actives pour l'emploi, ce qui fait que par la suite, ces mesures de politique sociale et de lutte contre le chômage ont joué un rôle de plus en plus négligeable. En revanche, en 2009, on recensait en Allemagne de l'est quelque 1,1 million de chômeurs indemnisés, soit 100 000 de plus qu'en 1991. Si la situation est nettement plus favorable qu'en 2003, où on enregistrait un pic de 1,6 million de chômeurs, le taux de chômage (13%) n'en reste pas moins toujours presque deux fois plus élevé qu'à l'ouest (6,9%).

Structure du sous-emploi en Allemagne de l'est de 1991 à 2009 (en milliers)



Source : Office fédéral des statistiques, Agence fédérale pour l'emploi, calculs de l'IAB.

**Les migrations est-ouest
ont joué un rôle de correctif**

Sans ce « redressement passif » partiel qu'a constitué le flux migratoire continu de l'est vers l'ouest au cours des dernières années, la situation sur le marché de l'emploi serait vraisemblablement encore plus dramatique qu'elle n'est déjà. Les principales raisons de cette émigration comme du haut niveau de chômage sont la trop faible demande de main-d'œuvre et la pénurie d'emplois qui résultent de la réduction initiale des capacités de production, puis de la faible croissance économique en Allemagne de l'est.

Mutations de la structure de l'emploi

**La structure des activités,
et donc de l'emploi,
a profondément changé en 20 ans**

Au cours de ces vingt dernières années, l'Allemagne de l'est a connu une mutation structurelle de l'emploi. Les années 1991/2000, marquées par la transition d'une économie socialiste planifiée vers une économie sociale de marché, ont vu significativement changer la répartition sectorielle de l'emploi. La part de l'industrie est ainsi passée de 24,4 % à 13,9 % et celle de l'agriculture de 5,8 % à 2,8 %, en raison de la liquidation et de la restructuration des grandes entreprises d'Etat et coopératives de production de l'ex-RDA. En raison du développement des infrastructures, le secteur de la construction a progressé de 9,8 % à 11,2 %. Autres secteurs en hausse : le commerce, la gastronomie/hôtellerie et les transports (leur part dans l'effectif total est passée de 21,7 % à 23,5 %),

les services financiers et les services aux entreprises (de 7,3 % à 13,8 %), ainsi que les services publics et commerciaux (de 27,9 % à 33,6 %). Dans la période de consolidation qui a suivi en 2000-2008, la structure sectorielle de l'économie s'est ensuite peu modifiée, à l'exception du BTP dont la part dans l'emploi, d'abord élevée, a ensuite nettement diminué. Jusqu'à récemment, la part de l'industrie était particulièrement faible, se situant, avec 14,2 % en 2008, à 6 points de pourcentage derrière le niveau ouest-allemand. Avec 23,4 %, la part du secteur commerce, hôtellerie/gastronomie et transports restait de 2% en dessous. A l'inverse, la part du BTP (7,2 %) reste nettement supérieure à l'est, et encore plus celle des services publics et commerciaux (34,8 %).

Répartition des actifs est-allemands par secteur économique (part en %)

Année	Agri-, sylvi- culture, pêche	Prod. manufacturière (hors BTP)	dont :		Commerce, hôtel./ gastron., transports	Services financiers, services aux entreprises	Services publics et commerciaux
			Industrie	BTP			
1991	5,8	27,6	24,4	9,8	21,7	7,3	27,9
2000	2,8	15,1	13,9	11,2	23,5	13,8	33,6
2008	2,3	15,2	14,2	7,2	23,4	17,0	34,8
2008 ouest	2,1	20,9	20,1	5,1	25,3	17,5	29,1

Source : Arbeitskreis Volkswirtschaftliche Rechnung der Länder, calculs de l'Institut ifo (Ragnitz, 2009).

Vingt ans après l'Unité, l'économie est-allemande présente une structure industrielle peu développée. Or la force de l'industrie repose traditionnellement sur son ouverture à l'international. L'Allemagne de l'est a certes réalisé des progrès dans ce domaine, mais avec un taux d'exportation de 33 %, elle reste largement à la traîne de l'Allemagne de l'ouest (46%).

On constate également que certains types d'emplois présentent de fortes différences avec l'ouest. Alors qu'au fil des années, la part des travailleurs à temps partiel a augmenté à l'est, elle reste, avec 32,7 % en 2009, inférieure à celle de l'ouest (35 %). Le travail à temps partiel inclut les emplois classiques, soumis à cotisations sociales, et les petits boulots de type « mini-jobs ». Ces derniers constituent 40 % du travail à temps partiel à l'est, soit moins qu'à l'ouest (47%). La moindre diffusion du travail à temps partiel dans les nouveaux Länder s'explique entre autres par le fait que les Allemandes de l'est sont traditionnellement en quête d'un temps plein, ce que favorisent par ailleurs des infrastructures d'accueil de la petite enfance en plus grand nombre.

La durée du temps de travail diffère elle aussi : le nombre conventionnel d'heures travaillées est en moyenne supérieur à l'est, et on y dénombre moins d'heures supplémentaires rétribuées par salarié. Globalement, la durée de travail annuelle des salariés est-allemands est supérieure en moyenne de 5 % à la moyenne ouest-allemande (Wanger, 2008).

Le travail à durée déterminée est plus répandu à l'est (11 %, contre 7,3 % à l'ouest). Cela vaut également pour les nouvelles embauches, constituées à 52 % de contrats à durée déterminée à l'est (46 % à l'ouest). La différence est moindre en termes d'emploi intérimaire : celui-ci concerne 2,5 % des salariés soumis à cotisations sociales à l'est, et 2,3 % à l'ouest.

Ces comparaisons structurelles entre les types d'emplois révèlent une plus large flexibilité du marché du travail à l'est. Les différences constatées reflètent pour l'essentiel la faiblesse plus marquée, voire l'instabilité de la demande d'emploi, ainsi que la morosité générale du marché de l'emploi. Cela se constate également dans la relation entre les nombres de chômeurs inscrits et d'emplois vacants. Bien que ce ratio se soit largement réduit au fil du temps, il restait, en 2008, nettement plus élevé à l'est (7,3 %) qu'à l'ouest (2,8 %). Le déséquilibre supérieur entre offre et demande sur le marché de l'emploi est-allemand incite les actifs et postulants est-allemands à faire plus de concessions en vue de trouver un emploi, et renforce en outre la pression sur

Une structure industrielle plus faible qu'à l'ouest

Structure de l'emploi : fortes différences avec l'ouest. Moins de temps partiel, ...

... durée annuelle de travail supérieure, ...

... plus de CDD

Une plus forte flexibilité du marché du travail à l'est

les salaires. Cela permet en tendance aux entreprises de réduire leurs coûts de main-d'œuvre et d'accroître leur compétitivité. On observe donc aussi des différences est-ouest dans la structure des revenus salariés : l'est présente davantage de bas salaires que l'ouest (Walwei, 2009).

Une consolidation temporaire du chômage

Lorsqu'un haut niveau de sous-emploi s'installe dans la durée, le chômage risque alors progressivement de se consolider : il se forme un socle de chômeurs de longue durée pour lesquels la réintégration en emploi se révèle difficile et onéreuse, notamment parce qu'ils ont subi une perte de qualification et de motivation. Lors des embauches, ils se situent ainsi généralement en queue des listes de demandeurs d'emploi.

Sont communément considérées comme chômeurs de longue durée les personnes inscrites au chômage depuis un an ou plus. Dès lors qu'ils disposent d'une capacité de travail pleine et entière, ceux-ci relèvent normalement du Chapitre II du Code social allemand (*Sozialgesetzbuch II, SGB II*) et perçoivent une allocation forfaitaire de base financée par l'impôt (mieux connue sous le nom de « *Hartz IV* »). Quant aux personnes inscrites au chômage depuis moins longtemps, elles relèvent pour l'essentiel du Chapitre III du Code social (*SGB III*) et bénéficient des allocations chômage, financées par les cotisations sociales. Ce cadre juridique a été adopté en 2005, dans le cadre de la réforme « *Hartz IV* » du marché de l'emploi (Bourgeois, 2010).

Chômeurs relevant des régimes du SGB III et du SGB II

			2005	2006	2007	2008	2009
Total	Moyenne annuelle (en milliers)	ouest	3 247	3 007	2 486	2 145	2 320
		est	1 614	1 480	1 290	1 123	1 103
		total	4 861	4 487	3 776	3 268	3 423
	Variation par rapport à l'année précédente (en milliers)	ouest	+ 466	- 240	- 521	- 341	+ 175
		est	+ 14	- 134	- 190	- 167	- 20
		total	+ 480	- 374	- 711	- 508	+ 155
	Taux de chômage (en % de l'ensemble des actifs civils)	ouest	9,9	9,1	7,5	6,4	6,9
		est	18,7	17,3	15,1	13,1	13,0
		total	11,7	10,8	9,0	7,8	8,2
dont	SGB III Moyenne annuelle (en milliers)	ouest	1 442	1 159	861	684	870
		est	649	505	392	327	324
		total	2 091	1 664	1 253	1 011	1 194
	SGB III Variation par rapport à l'année précédente (en milliers)	ouest		- 283	- 298	- 177	+ 186
		est		- 144	- 113	- 65	- 3
		total		- 427	- 411	- 242	+ 183
	SGB II Moyenne annuelle (en milliers)	ouest	1 805	1 848	1 625	1 461	1 450
		est	965	975	898	796	779
		total	2 700	2 823	2 523	2 257	2 229
	SGB II Variation par rapport à l'année précédente (en milliers)	ouest		+ 43	- 223	- 164	- 11
		est		+ 10	- 77	- 102	- 17
		total		+ 53	- 300	- 266	- 28
	SGB II Part du SGB II (en %)	ouest	55,6	61,5	65,4	68,1	62,5
		est	59,8	65,9	69,6	70,9	70,6
		total	57,0	62,9	66,8	69,1	65,1
	SGB II Variation par rapport à l'année précédente (en points de %)	ouest		+ 5,9	+ 3,9	+ 2,7	- 5,6
		est		+ 6,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,3
		total		+ 5,9	+ 3,9	+ 2,2	- 3,9

Source : Agence fédérale pour l'emploi, calculs de l'IAB.

Réformes et croissance ont fait baisser le chômage en Allemagne

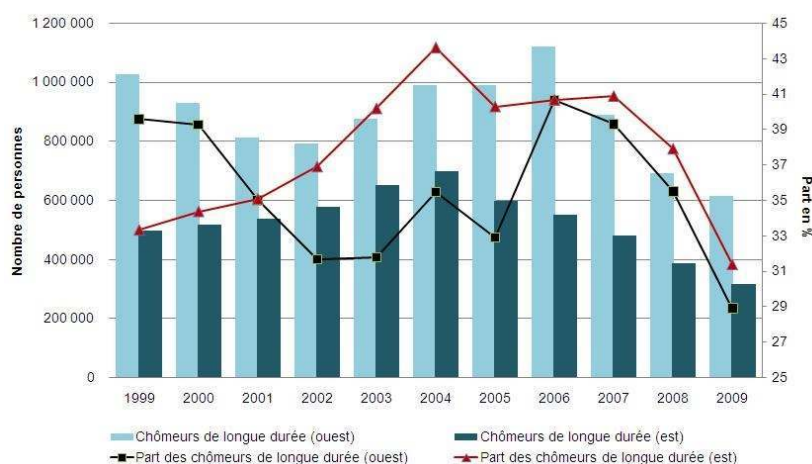
Ces dernières années, en Allemagne, près des deux tiers des chômeurs relevaient du SGB II. Les années de croissance 2006-2008 ont montré que, conjuguée aux réformes sur le marché de l'emploi, une reprise vigoureuse de la de-

mande de main-d'œuvre bénéficiait en priorité aux salariés en chômage partiel, mais aussi, de manière progressive, aux chômeurs de longue durée. Ainsi, en 2007-2008, le nombre de chômeurs indemnisés au titre du *SGB III* a reculé de près de quelque 650 000, celui des chômeurs couverts par le *SGB II* baissant tout de même de quelque 570 000.

En Allemagne de l'est, le chômage relevant du *SGB II* n'a toutefois pas autant diminué qu'à l'ouest. C'est pourquoi le nombre de personnes concernées, pourtant déjà élevé, a augmenté ces dernières années, pour dépasser les 70 % du total des chômeurs indemnisés en 2009. Le chômage de longue durée a ainsi régulièrement augmenté en Allemagne de l'est, atteignant un pic de quelque 700 000 personnes en 2004. Il a depuis connu une baisse progressive. Bien que la part des chômeurs de longue durée, rapportée au total des chômeurs, soit ainsi passée de 43 % à 32 % entre 2004 et 2009 à l'est, celle-ci n'en demeure pas moins nettement supérieure à celle enregistrée à l'ouest (29 %).

Chômage de longue durée nettement plus prononcé à l'est

Chômage de longue durée en Allemagne de l'est et de l'ouest (1999-2009)



Source : Agence fédérale pour l'emploi, calculs de l'IAB.

Deux conclusions s'imposent au vu de ces constats : d'abord, les chômeurs de longue durée voient s'améliorer leurs perspectives d'insertion dans le marché du travail au fur et à mesure qu'augmente la demande de main-d'œuvre. Mais, et c'est la seconde conclusion, les impulsions expansives de l'activité sur l'emploi ne peuvent avoir qu'un impact limité sur la tendance à la consolidation du chômage de longue durée. Elles devraient par conséquent être complétées et renforcées par des mesures ciblées d'aide au retour en emploi.

La politique active de l'emploi

Dans les deux décennies qui ont suivi la réunification, la politique active pour l'emploi a joué un rôle fondamental en Allemagne de l'est. Or l'envergure comme le caractère des instruments employés ont considérablement changé au fil du temps. Durant la première décennie, on avait pour l'essentiel mis en œuvre les mesures de politique active pour l'emploi telles que les prévoyait la Loi sur la promotion de l'emploi (*Arbeitsförderungsgesetz, AFG*), en vigueur depuis 1969. Les années qui ont directement suivi la réunification étaient ainsi marquées par le recours massif au chômage partiel – surtout sous la forme « d'activité partielle zéro » (*Null-Kurzarbeit*), c'est-à-dire d'arrêt total de l'activité. Cela a permis d'éviter, du moins temporairement, que n'explorent les statistiques officielles du chômage. Il avait été de la sorte possible de gérer la sous-activité effective « *on the job* », au sein même des entreprises de l'ex-RDA, tout en attendant que soit étendu à l'est le réseau des agences pour l'emploi. Parallèlement, il a été mis fin à l'activité des salariés les plus âgés à grand renfort

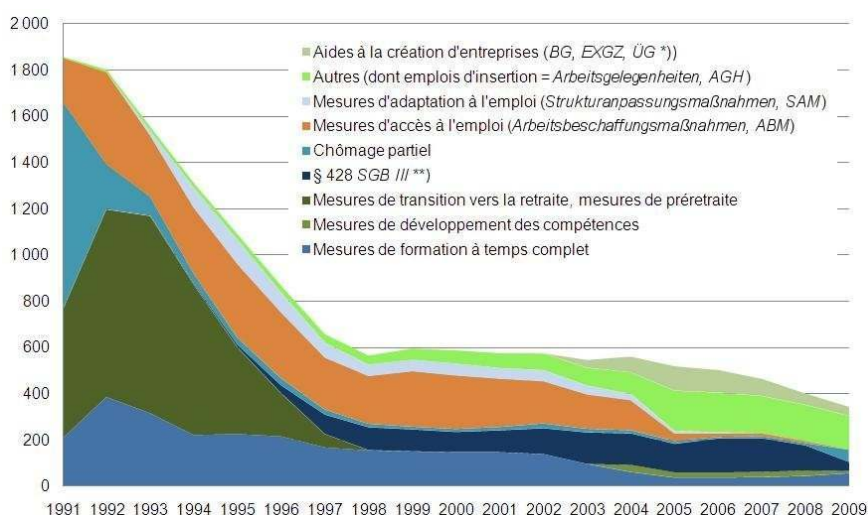
Politique active pour l'emploi pendant la première décennie

d'allocations de préretraite ou de retraite anticipée. De même a été massivement mis en œuvre, dans le cadre du développement et du renouvellement des infrastructures, le dispositif de création d'emplois aidés ; enfin, un effort particulier a été consenti aux mesures de formation professionnelle. En 1991, quelque 2,6 millions de personnes ont bénéficié en moyenne annuelle de cette politique active pour l'emploi ; ensuite, jusqu'en 1995, un peu plus d'un million chaque année. Ensuite, les mesures de cessation progressive d'activité, ainsi que de chômage partiel ont pris fin, tandis que les mesures massives de création d'emplois aidés et de formation professionnelle se prolongeaient jusqu'à la fin des années 1990 (voir le tableau page 31).

Réformes de la politique pour l'emploi après 1998

Après 1998, année où le Chapitre III du Code social (*SGB III*) a relayé la Loi *AFG*, puis avec l'entrée en vigueur de la Loi *Job-Aktiv* [offrant la possibilité aux agences pour l'emploi, depuis 2001, de confier le reclassement des demandeurs d'emploi à des tiers, *NdR*] et, enfin des quatre Lois pour des services modernes sur le marché de l'emploi, surnommées Lois Hartz I à IV, le dispositif de la politique active pour l'emploi a été progressivement réduit, ou remplacé par de nouvelles mesures.

Efficacité des mesures d'aide à l'emploi en Allemagne de l'est (1991-2009)



Source : Agence fédérale pour l'emploi, calculs de l'IAB. *) *Bedarfsgemeinschaften*, BG = « communautés de besoin » ; *Existenzgründungszuschuss*, EXGZ = mesure d'aide à la création d'entreprises ; *Überbrückungsgeld*, ÜG = allocation de reclassement. **) § 428 SGB III, « *Arbeitslosengeld unter erleichterten Voraussetzungen* » : au titre de cet article, les demandeurs d'emploi âgés de 58 ans ou plus peuvent percevoir les indemnités chômage (*Arbeitslosengeld*, ALG) même s'ils ne recherchent pas d'emploi et ne participent pas aux mesures d'insertion, mais ils sont tenus de faire valoir leurs droits à pension de vieillesse dès que possible, même si le montant perçu au titre de l'ALG est plus avantageux (*58er-Regelung*, § 428, applicable jusqu'au 1er janvier 2008 pour les ouvertures de droits antérieures au 1er janvier 2008 et les personnes ayant atteint l'âge de 58 ans avant cette date) [site Internet Unijuridis, dernière consultation le 23/09/2010].

Des mesures qui furent favorables à l'activité, mais pas à l'emploi

Ces mesures de politique active pour l'emploi ont eu de fortes retombées au niveau quantitatif, permettant d'éviter une explosion du chômage au cours du processus de transition économique. Et elles ont apporté une contribution souvent non négligeable au développement des infrastructures comme du capital humain en Allemagne de l'est. Mais elles présentaient aussi un certain nombre de faiblesses quant à leur rôle effectif sur l'emploi, leur capacité d'intégration, en un mot, leur efficacité : sont particulièrement critiqués leurs effets d'aubaine, leur qualité parfois déficitaire, leur coût élevé, et le fait que trop rarement, à la fin des mesures, les participants retrouvaient un emploi sur le « 1^{er} marché du travail », c'est-à-dire le secteur marchand (Bernhard et. al., 2009).

2^{ème} décennie : une politique d'activation...

Dans la deuxième décennie après l'Unité, cette politique massive a été ramenée progressivement à de plus justes proportions, et n'a donc plus autant soutenu un marché de l'emploi toujours aussi tendu. La politique active pour l'emploi fut peu à peu remplacée par une politique d'activation : aux mesures d'aide à l'emploi et de formation, établies sur le long terme et souvent onéreuses,

succédèrent ainsi des mesures de courte durée, au coût individuel restreint, comme les emplois d'insertion ou les mesures de développement des compétences. Elles étaient destinées à accroître notamment le degré de motivation, l'esprit d'initiative et la flexibilité des chômeurs. L'objectif premier de la logique d'activation est dès lors d'intégrer les actifs dans le 1^{er} marché de l'emploi et relègue au second plan le développement d'un segment non marchand (le « 2^e marché de l'emploi ») via la création d'emplois temporaires dans le secteur public ou parapublic, cofinancés par l'Agence fédérale pour l'emploi (voir REA 91/09).

Les effets sur l'emploi et le chômage qu'a eus cette réorientation politique sont sujets à controverse. Bien qu'il soit établi d'un côté que les réformes en matière d'emploi ont contribué à optimiser l'adéquation entre chômeurs et postes vacants (Fahr/Sunde, 2009 ; Klinger/Rothe, 2010), de l'autre, le doute plane sur l'impact que peuvent avoir sur l'insertion dans le 1^{er} marché de l'emploi le fait d'inciter les chômeurs à faire plus de concessions (Apel/Fertig, 2009 ; Brüssig/Knuth, 2009). Certaines voix s'élèvent en outre pour qualifier le dispositif de la politique pour l'emploi de superposition d'un ensemble de mesures segmentées, isolées, pour dénoncer l'échec de l'approche de l'activation, et pour revendiquer dès lors en lieu et place une « *politique de l'emploi orientée sur la qualité* » (Oschmiansky, 2010). Ces appréciations contradictoires soulignent à quel point l'évaluation scientifique de la politique de l'emploi est restée lacunaire, surtout en ce qui concerne son impact sur le stock d'actifs occupés et de chômeurs, et donc sur l'ensemble de l'économie.

... aux effets controversés

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES ET LES OPTIONS POLITIQUES POSSIBLES ? Les perspectives à long terme du marché de l'emploi est-allemand sont largement tributaires de l'évolution de l'offre. Selon toutes prévisions, le nombre d'actifs potentiels devrait se réduire de plus de 2 millions d'ici à 2025 (Fuchs/Zika, 2010), principalement en raison de la composante démographique sur laquelle s'accordent les prévisions : le recul et le vieillissement de la population ; les flux migratoires vers l'Allemagne de l'est et l'augmentation du taux d'activité ne viendront que légèrement compenser cette tendance. Il est en revanche plus difficile de prévoir l'évolution de la demande sur le marché du travail ; elle dépend fortement de celle de l'économie allemande dans son ensemble. Arithmétiquement, ne serait-ce qu'en raison du recul de la demande d'emploi, le chômage devrait diminuer à l'est, même en cas de stagnation du nombre de salariés (Fuchs/Zika, 2010).

Restent à connaître les effets possibles de l'interaction entre l'offre et la demande. Le fléchissement de la demande d'emploi risque d'entraîner un manque de main-d'œuvre qualifiée susceptible de ralentir la croissance, de se répercuter sur l'évolution de l'emploi et, pour finir, de déclencher une spirale descendante. Il est dès lors risqué de miser sur un 'rétablissement passif' du marché de l'emploi est-allemand, d'autant plus que les disparités régionales laissent planer la menace d'une désertification de nombre de territoires. Il est dès lors urgent d'agir.

Certes, le monde scientifique ne peut offrir de remède miracle aux responsables politiques, mais il propose et discute un certain nombre d'options susceptibles d'impulser une nouvelle dynamique à l'économie est-allemande (Ragnitz, 2009 ; Brenke, 2010). Il conseille ainsi de donner priorité, dans le cadre de la politique de soutien à l'investissement, à l'aide à l'implantation des entreprises, de prévoir des budgets globaux pour soutenir les projets régionaux de développement structurel et, plus généralement, d'accroître le soutien à l'innovation et à la création d'entreprises. Par ailleurs, il convient de développer les infrastructures matérielles dans certains domaines et, surtout, d'investir davantage dans la formation initiale et continue de la population afin de pallier un manque imminent de main-d'œuvre qualifiée. La dimension démographique doit à l'évidence être prise en compte lors de l'adoption de toute mesure de politique

économique et pour l'emploi, et particulièrement dans le cadre de la politique d'urbanisation. Il serait envisageable aussi de prévoir, dans certains domaines, des exceptions transitoires aux dispositions légales s'appliquant normalement sur l'ensemble du territoire et ce, dans l'objectif de réduire les coûts pour les entreprises est-allemandes pour accroître leur compétitivité. *Last but not least*, pour accroître leur compétitivité à l'export, il conviendrait d'intensifier la mise en réseau de l'Allemagne de l'est avec ses voisins d'Europe centrale et orientale.

Plus fondamentalement encore, il s'agit de définir, et ce pour l'ensemble de l'Allemagne, une politique économique et financière qui soit favorable à la croissance et à l'emploi. Le même objectif doit sous-tendre la politique pour l'emploi des pouvoirs publics, ainsi que la politique que mènent les partenaires sociaux en matière de salaires et de temps de travail. Quoi qu'il en soit toutefois, et même dans le cas où l'évolution de l'économie est-allemande connaîtrait une dynamique nouvelle, il faudra attendre longtemps encore avant que se ferme l'écart entre le marché de l'emploi des nouveaux et des anciens Länder.

Traduction : I. Bourgeois et S. Hazouard

Indications bibliographiques

- **BECHMANN S., DAHMS V., FISCHER A., FREI M., LEBER U.**, « 20 Jahre Deutsche Einheit – Ein Vergleich der west- und ostdeutschen Betriebslandschaft im Krisenjahr 2009. Ergebnisse des IAB-Betriebspanels 2009 », *IAB-Forschungsbericht*, n°06/2010
- **BERNHARD S., HOHMEYER K., JOSWIAK E., KOCH S., KRUPPE T., STEPHAN G., WOLFF J.**, « Aktive Arbeitsmarktpolitik in Deutschland und ihre Wirkungen », in **MÖLLER J., WALWEI U. (eds)**, *Handbuch Arbeitsmarkt 2009* (IAB-Bibliothek, 314), Bielefeld, pp. 149-201
- **BLIEN U., KAIMER S., KAUFMANN K., HONG V.P.T., WERNER D.**, « Beschäftigung und Arbeitslosigkeit in ostdeutschen Regionen – Entwicklung in konzentrischen Kreisen », *IAB-Forum*, n°2/2009
- **BOURGEOIS I.**, « Arrêt de Karlsruhe à propos de Hartz IV : une loi conforme mais perfectible », *Regards sur l'économie allemande*, n°95, mars 2010
- **BRENKE K.**, « 20 ans après l'Unité : regards sur l'économie dans l'est de l'Allemagne », *Regards sur l'économie allemande*, n°98, octobre 2010
- **FUCHS J., HUMMEL M., KLINGER S., SPITZNAGEL E., WANGER S., ZIKA G.**, « Die Spuren der Krise sind noch länger sichtbar », *IAB-Kurzbericht*, n°3/2010
- **FUCHS J., ZIKA G.**, « Demografie gibt die Richtung vor », *IAB-Kurzbericht*, n°12/2010
- **OSCHMIANSKY F.**, « Aktive Arbeitsmarktförderinstrumente seit Einführung des SGB III : Rückblick und Ausblick », *Sozialer Fortschritt*, n°1/2010
- **RAGNITZ J.**, « Ostdeutschland heute : Viel erreicht, viel zu tun », *ifo Schnelldienst* (20 Jahre Mauerfall), n°18/2009
- **WALWEI U.**, « Wirtschaft und Arbeitsmarkt nach der Wiedervereinigung – Die Blüte braucht Zeit », *IAB-Forum*, n°2/2009
- **WANGER S.**, « Jahresarbeitszeit – Das Teilzeitphänomen », *IAB-Forum*, n°2/2008.

Mesures mises en œuvre par l'Agence fédérale pour l'emploi en Allemagne de l'est (nombre de personnes en milliers)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Nombre de personnes (en milliers)																			
Travail à temps partiel	758	1 620	377	192	100	73	75	52	36	29	27	29	45	35	29	25	13	16	21	152
Indemnités d'intempéries/saisonniers	0	3	6	18	9	16	3	0	1	1	1	1	1	2	1	1	0	0	0	0
Mesures de création d'emploi	3	191	400	266	287	320	286	242	327	363	268	202	161	115	93	49	42	33	33	12
dont : - mesures générales	3	191	400	244	199	214	198	160	158	175	161	132	99	73	65	37	36	31	32	12
d'accès à l'emploi (ABM)																				
- mesures d'adaptation à l'emploi (SAM)	0	0	0	22	88	106	88	82	169	187	107	70	62	42	28	12	6	2	1	0
dont : - mesures traditionnelles d'adaptation à l'emploi	0	0	0	22	88	106	88	66	50	51	52	47	49	39	28	12	6	2	1	
- mesures appliquées aux entreprises est-allemandes	0	0	0	0	0	0	0	16	119	137	55	23	13	3	0	0				
Emplois d'insertion (jobs à 1 €)	0	2	4	7	10	13	16	20	24	28	32	37	42	47	63	147	147	136	135	124
Mesures de soutien à la formation professionnelle (FbW)	6	209	387	317	223	227	217	169	156	151	148	148	140	97	62	38	38	40	45	57
Mesures de développement des compétences	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31	23	22	23	24	10
Programme de réhabilitation professionnelle (Reha)	0	2	5	6	5	5	6	7	7	9	10	10	10	10	10	9	7	6	6	6
Apprentissage des langues	0	2	4	6	7	7	9	10	7	6	6	6	6	5	4	1	0	0	0	0
Mesures de préretraite	180	365	295	214	126	33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mesures de transition vers la retraite	10	189	516	639	524	341	186	58	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cessation progressive d'activité	0	0	0	0	0	0	0	1	2	5	8	11	14	15	16	16	17	17	16	15
Somme	957	2 583	1 994	1 664	1 291	1 036	797	559	562	592	499	444	417	325	309	310	286	271	280	376
En outre : personnes soumises au § 428 SGB III	0	1	2	3	5	10	33	83	98	94	87	94	111	136	136	123	147	145	108	38
Total	957	2 584	1 996	1 667	1 296	1 046	830	643	660	686	586	538	528	461	445	433	433	416	388	414

Source : Office fédéral des statistiques, Agence fédérale pour l'emploi, calculs de l'IAB.

Le marché de l'emploi en Allemagne de l'est et en Allemagne de l'ouest (1991-2009)

		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
A. Demande de main-d'œuvre																					
PIB à prix constants (var. par rap. à l'année préc. en %)	ouest		+ 1,5	- 2,2	+ 1,7	+ 1,3	+ 0,9	+ 2,0	+ 2,3	+ 2,0	+ 3,5	+ 1,4	- 0,1	- 0,3	+ 1,3	+ 0,8	+ 3,3	+ 2,7	+ 1,0	- 5,1	
	est		+ 8,2	+ 9,3	+ 8,8	+ 5,1	+ 1,6	+ 0,9	+ 0,5	+ 1,9	+ 1,4	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,6	+ 3,7	+ 2,4	+ 0,8	- 2,7	
	total		+ 2,2	- 0,8	+ 2,7	+ 1,9	+ 1,0	+ 1,8	+ 2,0	+ 2,0	+ 3,2	+ 1,2	+ 1,2	+ 0,0	+ 1,2	+ 0,8	+ 3,4	+ 2,7	+ 1,0	- 4,7	
Productivité horaire	ouest		+ 1,0	+ 0,3	+ 2,2	+ 2,2	+ 2,0	+ 2,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 2,3	+ 1,4	+ 1,0	+ 1,0	+ 0,5	+ 1,3	+ 2,9	+ 0,8	+ 0,2	- 2,5	
	est		+ 11,6	+ 11,1	+ 7,9	+ 5,1	+ 3,9	+ 3,1	+ 1,3	+ 2,8	+ 3,1	+ 3,3	+ 3,4	+ 1,8	+ 0,9	+ 1,8	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,0	- 0,7	
	total		+ 2,5	+ 1,6	+ 2,9	+ 2,6	+ 2,3	+ 2,5	+ 1,2	+ 1,4	+ 2,6	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,2	+ 0,6	+ 1,4	+ 3,1	+ 1,0	- 0,2	- 2,2	
Productivité par actif occupé	ouest		+ 0,6	- 0,9	+ 2,2	+ 1,5	+ 0,9	+ 1,7	+ 0,8	+ 0,3	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,8	+ 2,8	+ 1,1	- 0,4	- 5,1	
	est		+ 20,7	+ 11,7	+ 6,8	+ 3,4	+ 2,6	+ 2,3	+ 0,5	+ 1,8	+ 1,8	+ 1,8	+ 2,1	+ 1,2	+ 0,5	+ 1,2	+ 2,8	+ 0,7	- 0,2	- 2,7	
	total		+ 3,7	+ 0,5	+ 2,8	+ 1,7	+ 1,3	+ 1,9	+ 0,8	+ 0,7	+ 1,3	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,8	+ 1,0	- 0,4	- 4,7	
Volume de travail	ouest		+ 0,4	- 2,5	- 0,6	- 0,8	- 1,1	- 0,3	+ 1,3	+ 0,9	+ 1,2	+ 0,0	- 1,1	- 1,3	+ 0,7	- 0,5	+ 0,4	+ 1,9	+ 1,2	- 2,7	
	est		- 3,0	- 1,6	+ 0,7	- 0,1	- 2,2	- 2,2	- 0,8	- 0,8	- 1,6	- 2,8	- 2,9	- 1,8	- 0,1	- 1,1	+ 0,1	+ 0,7	+ 0,8	- 2,0	
	total		- 0,3	- 2,3	- 0,3	- 0,7	- 1,3	- 0,7	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,6	- 0,6	- 1,4	- 1,4	+ 0,6	- 0,6	+ 0,3	+ 1,7	+ 1,2	- 2,5	
Temps de travail annuel (moyen)	ouest		- 0,6	- 1,4	+ 0,0	- 0,7	- 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,7	- 1,2	- 0,8	- 0,8	- 0,4	+ 0,3	- 0,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 2,7	
	est		+ 8,2	+ 0,5	- 1,1	- 1,6	- 1,2	- 0,8	- 0,8	- 1,0	- 1,3	- 1,5	- 1,3	- 0,6	- 0,4	- 0,5	- 0,8	- 1,1	- 0,3	- 2,0	
	total		+ 1,2	- 1,0	- 0,2	- 0,9	- 1,0	- 0,6	- 0,4	- 0,8	- 1,2	- 1,0	- 0,9	- 0,5	+ 0,2	- 0,5	- 0,3	- 0,0	- 0,2	- 2,5	
Var./année préc. en %	ouest		+ 1,0	- 1,1	- 0,6	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 1,5	+ 1,6	+ 2,4	+ 0,9	- 0,3	- 0,9	+ 0,4	+ 0,0	+ 0,6	+ 1,6	+ 1,5	- 0,0	
	est		- 10,4	- 2,2	+ 1,8	+ 1,6	- 1,0	- 1,4	+ 0,0	+ 0,2	- 0,4	- 1,4	- 1,6	- 1,2	+ 0,3	- 0,7	+ 0,8	+ 1,8	+ 1,1	+ 0,1	
	total		- 1,5	- 1,3	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	- 0,1	+ 1,2	+ 1,4	+ 1,9	+ 0,4	- 0,6	- 0,9	+ 0,4	- 0,1	+ 0,6	+ 1,7	+ 1,4	- 0,0	
Moyenne an. (1 000)	ouest	30 153	30 468	30 129	29 953	29 919	29 893	29 967	30 413	30 913	31 661	31 935	31 832	31 551	31 684	31 686	31 866	32 388	32 861	32 852	
	est	8 468	7 591	7 426	7 563	7 682	7 605	7 496	7 498	7 511	7 483	7 381	7 264	7 175	7 196	7 149	7 209	7 336	7 415	7 419	
	total	38 621	38 059	37 555	37 516	37 601	37 498	37 463	37 911	38 424	39 144	39 316	39 096	38 726	38 880	38 835	39 075	39 724	40 276	40 271	
Salariés soumis à cotis. sociales	total	29 991	29 248	28 583	28 277	28 102	27 717	27 265	27 237	27 495	27 882	27 901	27 629	27 007	26 561	26 236	26 366	26 943	27 510	27 493	
Actifs occupés *																					
	(var./année préc., 1 000)		- 743	- 665	- 306	- 175	- 385	- 452	- 28	+ 258	+ 387	+ 19	- 272	- 622	- 446	- 325	+ 130	+ 577	+ 567	- 17	
	(var./année préc. en %)		- 2,5	- 2,3	- 1,1	- 0,6	- 1,4	- 1,6	- 0,1	+ 0,9	+ 1,4	+ 0,1	- 1,0	- 2,3	- 1,7	- 1,2	+ 0,5	+ 2,2	+ 2,1	- 0,1	
A titre indicatif : personnes au chômage partiel (1000)		total	1 762	653	949	372	198	278	183	115	119	86	123	207	195	151	126	67	68	101	1 143

		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
B. Offre de main-d'œuvre																				
Moyenne an. en 1 000	ouest	32 479	32 950	33 184	33 240	33 377	33 587	33 913	34 185	34 500	34 757	35 014	35 143	35 290	35 404	35 560	35 599	35 617	35 627	35 670
	est	10 227	10 092	10 017	9 937	9 861	9 770	9 681	9 616	9 527	9 424	9 284	9 191	9 109	9 033	8 985	8 916	8 833	8 726	8 627
	total	42 706	43 042	43 201	43 177	43 238	43 357	43 593	43 801	44 027	44 181	44 298	44 334	44 398	44 437	44 544	44 515	44 451	44 353	44 297
Var./an.	ouest	0	+ 471	+ 234	+ 56	+ 136	+ 210	+ 326	+ 272	+ 315	+ 257	+ 237	+ 129	+ 147	+ 114	+ 156	+ 39	+ 18	+ 10	+ 43
préc. en 1 000	est	0	- 135	- 75	- 81	- 76	- 91	- 90	- 64	- 89	- 103	- 140	- 92	- 83	- 76	- 48	- 68	- 83	- 108	- 99
	total	0	+ 336	+ 159	- 25	+ 61	+ 120	+ 236	+ 208	+ 226	+ 154	+ 117	+ 37	+ 64	+ 38	+ 108	- 29	- 65	- 98	- 56
dont :	ouest	0	- 80	- 100	- 140	- 161	- 147	- 130	- 137	- 179	- 198	- 177	- 140	- 126	- 147	- 120	- 88	- 81	- 81	- 99
démo-	est	0	- 10	- 5	- 24	- 37	- 34	- 23	- 21	- 41	- 56	- 58	- 41	- 31	- 42	- 27	- 16	- 32	- 47	- 64
graphie	total	0	- 90	- 105	- 164	- 198	- 181	- 153	- 158	- 220	- 254	- 235	- 181	- 157	- 189	- 147	- 104	- 113	- 128	- 163
C. Bilan du marché de l'emploi																				
Chômeurs	Moyenne an. en 1 000	ouest	1 596	1 699	2 149	2 426	2 427	2 646	2 870	2 752	2 604	2 321	2 498	2 753	2 781	3 247	3 007	2 486	2 145	2 320
		est	1 006	1 279	1 270	1 272	1 185	1 319	1 514	1 529	1 496	1 509	1 532	1 563	1 600	1 614	1 480	1 290	1 123	1 103
		total	2 602	2 978	3 419	3 698	3 612	3 965	4 384	4 281	4 100	3 890	3 853	4 061	4 381	4 861	4 487	3 776	3 268	3 423
	Taux de chômage (% du Σ actifs civils)	ouest				8,1	8,1	8,9	9,6	9,2	8,6	7,6	7,2	7,6	8,4	8,5	9,1	7,5	6,4	6,9
Réserve latente		est				14,8	13,9	15,5	17,7	17,8	17,3	17,1	17,3	17,7	18,5	18,4	17,3	15,1	13,1	13,0
		total		7,7	8,9	9,6	9,4	10,4	11,4	11,1	10,5	9,6	9,4	9,8	10,5	10,5	10,8	9,0	7,8	8,2
	Moyenne an. en 1 000	ouest	813	874	1 028	1 005	1 185	1 230	1 292	1 244	1 206	929	968	1 040	1 282	957	1 033	997	840	735
		est	781	1 262	1 365	1 153	1 051	925	787	727	667	599	556	565	494	462	448	400	355	269
Réserve latente stricte sensu		total	1594	2 136	2 392	2 159	2 236	2 155	2 079	1 971	1 873	1 528	1 523	1 605	1 776	1 418	1 481	1 397	1 195	1 004
	dont :	ouest	376	425	540	533	687	725	850	858	799	529	542	558	731	489	512	462	382	311
		est	10	44	162	235	394	435	416	418	360	302	250	249	203	241	199	149	136	75
	total	386	469	701	769	1 081	1 081	1 160	1 266	1 276	1 159	831	791	807	934	729	711	611	518	386
Réserve latente implicite dans des mesures pour l'emploi		ouest	437	449	488	472	498	505	442	386	407	400	426	482	493	468	521	535	458	424
		est	771	1 218	1 203	918	657	490	371	309	307	297	306	316	289	291	249	251	219	194
		total	1 208	1 667	1 691	1 390	1 155	995	813	695	714	697	732	798	782	842	770	786	677	618

Source : Office fédéral des statistiques, Agence fédérale pour l'emploi, calculs de l'IAB. *) Comprend les chômeurs exerçant un petit boulot (moins de 15 heures hebdomadaires). De même que pour les emplois sociaux d'insertion, ce groupe fait partie de celui des personnes dont le revenu ne dépasse pas une certaine limite. **) Pour éviter les doubles emplois, les chômeurs exerçant un petit boulot ne sont pris en compte qu'une seule fois.